

EIRENE



GRANDS LACS

Bulletin d'information

Février 2023



Apprentissage mutuel panafricain

Publié par :

EIRENE Grands Lacs

BP : 1298 Av. Kunkiko 35

Bujumbura / Burundi

Tél : (+257) 22258448

(+257) 22278077

Tél portable : (+257) 79 000 120

eirene-grandslacs@eirene.org

www.eirene.org

En partenariat avec :

La Maison de la Presse

Bujumbura, Burundi

radiosgrandslacs@gmail.com

www.mdp.org.bi

Facebook : Maison de la Presse du Burundi



Association Burundaise des Femmes Journalistes (AFJO)

afjo2017@yahoo.com

<http://www.afjo.org.bi/>

<https://www.facebook.com/associationburundaisedesfemmesjournalistes/>



CHIRO-Burundi

Gitega, Burundi

chiro.amahoro@yahoo.fr



Bureau d'Etudes Scientifiques et Techniques (BEST)

contact.best.rdc@gmail.com

<http://bestrdc.org>

www.facebook.com/bestrdc/



Femmes Artisanes de la Paix (FAP)

faprdc@gmail.com

www.facebook.com/fap.rdc



Photos :

EIRENE et ses partenaires

Financé par :

Service Civil pour la Paix/BMZ

Impression :

Groupe de Presse IWACU



Editorial

Consolider l'unité et cultiver le pardon sont nos maîtres mots chez EIRENE, aussi longtemps que nous aspirons à une paix durable et un développement intégral ! Or, notre société est souvent en perte d'unité et de cohésion sociale, truffée de violences et/ou de conflits de toutes sortes. L'injustice se développe dans un environnement social de plus en plus précaire.

C'est pourquoi, EIRENE au sein du Service Civil pour la Paix (SCP) travaille toujours avec les actrices et acteurs locaux dans ses projets collaboratifs, afin d'identifier des opportunités de promotion de la paix et renforcer les capacités locales pour le règlement non-violent des conflits.

Avec nos partenaires des Grands Lacs, nous considérons chaque mouvement, chaque action entreprise pour la paix comme une graine d'un arbre fruitier semé au milieu des femmes, des jeunes et des hommes dans leurs communautés. Chaque graine de paix germée pouvant à moyen et long terme en rapporter des centaines de milliers de fruits à la satisfaction de ces communautés et de leurs leaders locaux.

Le renforcement mutuel pour la paix se développe dans la région des Grands Lacs. Les nombreux témoignages des clubs ou des caravanes de paix dans les établissements scolaires et au sein des communautés locales dans les différentes provinces au Burundi ou dans le Sud-Kivu le montrent bien.

Nos principaux groupes cibles sont les communautés à la base. Elles collaborent étroitement avec nos structures locales de paix (Clubs de Paix, Cours Scolaires de Paix, ...). Ainsi, tel un essaim d'abeilles se déplaçant suivant un rythme coordonné, pourrait-on comparer ces caravanes de paix composées de ces milliers de jeunes qui bravent tous les défis possibles pour faire passer le message de paix et du vivre ensemble, au-delà d'une morale strictement religieuse. Ils ne souhaitent véhiculer qu'une chose : la cohabitation pacifique dans les collines, communes et les provinces dans lesquelles ils vivent, pourvu que leurs capacités soient renforcées à cet effet. Imaginons seulement ces jeunes de CHIRO-Burundi avec tous les autres jeunes des autres communautés locales mobilisés dans les clubs de paix inclusifs pour faire goûter ce miel de paix et de cohésion sociale ! Notre société connaîtrait un changement significatif.



Les clubs de paix ont aujourd'hui franchi les barrières strictement locales et liées aux partenariats d'appui, s'expérimentent et se développent partout au Sahel, aux Grands Lacs et ailleurs.

En plus de ces clubs de paix qui participent à la « cohésion sociale et de la transformation non-violente des conflits », se développent d'autres axes thématiques au sein de notre programme FeHoPaCo (les Femmes et les Hommes ensemble organisés et engagés pour la Paix juste dans leurs Communautés) dont « Médias, Paix et Genre », et la « gestion équitable et transparente de ressources extractives », qui devraient se perpétuer, au-delà du programme.

D'autres thématiques, comme le processus de réflexion critique sur le racisme, la justice climatique, en cours de développement au sein d'EIRENE et ses partenaires pourront contribuer à cette dynamique de recherche de la paix et du développement durable.

Pour réussir le pari de la paix, les deux programmes d'EIRENE en Afrique (Sahel et Grands Lacs) échangent leurs expériences et se renforcent mutuellement. C'est notamment à l'occasion des rencontres panafricaines comme celle tenue en décembre 2022 à Bujumbura.

Souhaitons que ces récents échanges entre Grands Lacs et Sahel engendrent des changements pour ces millions de populations locales qui n'aspirent qu'à la cohabitation pacifique.

Tao Goulah Vairoukoye, Coordinateur d'EIRENE Grands Lacs

SOMMAIRE

Un renforcement mutuel, pour la paix !

Jean-Claude Ndarama, Tao Goulah Vairoukoye



4-5

Caravane culturelle : un outil pour la cohésion sociale

Clotilde Nyandwi, Georges Flora Ngoumou Mveng



6-7

Des élèves engagés dans la réduction des conflits en milieu scolaire

Maluxe Malumbe Mmangwa, Dorcas Salima Kabasha



8-9

Difficile réintégration des rapatriés à Makamba et Kirundo

Agathonique Barakukuza, Anaclet Hakizimana, Claus Schrowange



10-11

Une structure locale pour aider les victimes de l'exploitation minière

Marline Babwine, Philippe Ruvunangiza



12-13

Des associations qui maîtrisent les plans d'affaires!

Live Irakoze, Abraham Shemezimana



14-15

Un renforcement mutuel, pour la paix !

Chargés de projets, représentants des Organisations Partenaires (OP) d'EIRENE du Sahel et des Grands Lacs ainsi que les Assistants Techniques de Paix (ATP) étaient réunis du 05 au 09 décembre à Bujumbura. C'était pour un échange d'expériences et un renforcement mutuel entre les programmes « Promotion de la Paix au Sahel (PPS) » et « les Femmes et les Hommes ensemble organisés et engagés pour la Paix juste dans leurs Communautés (FeHoPaCo) ». Les participants à la rencontre se disent désormais mieux outillés pour contribuer à la paix.



Présentation de théâtre à Gitega



Travail en groupe lors de l'atelier panafricain

« L'important n'est pas de tout savoir mais de savoir où tout se trouve », selon Waren Nzamba. Dans une ambiance bon enfant à l'hôtel King's Conference Center, les échanges entre les deux programmes d'EIRENE ont entre autres porté sur les normes et les valeurs partagées pour la paix et la cohésion sociale et les approches d'intervention. Les nouvelles thématiques, telles l'intégration du Genre comme composante transversale, l'antiracisme et la justice climatique n'étaient pas en reste. La rencontre panafricaine s'inscrit dans une logique de développement et d'accompagnement de processus de promotion du Service Civil pour la Paix (SCP) et de construction de vision commune pour les deux régions concernées. Le but du SCP est d'influencer, par des moyens non-violents, la forme et la dynamique d'un conflit donné, de telle manière que la violence soit prévenue, finie, ou au moins réduite.

L'atelier panafricain a été, à son 3ème jour agrémenté par une visite de terrain à Gitega, pour découvrir le théâtre participatif, version CHIRO-Burundi et des tambourinaires de Gishora. Au finish, tous les participants ont salué un exercice « gagnant-gagnant ». « Des collègues du Sahel, j'ai beaucoup appris surtout sur les jeux coopératifs intégrés dans les structures locales de paix ainsi que la capitalisation des acquis des projets. La mise en œuvre de l'approche théâtre participatif chez CHIRO-Burundi avec le poids des émotions, l'interaction avec le public et les thématiques sensibles abordées m'est aussi instructive », résume Maluxe Malumbe Mwangwa, chef de programmes de l'organisation Femmes Artisanas de Paix (FAP) d'Uvira. De quoi prendre le ferme engagement de s'en inspirer, dès l'année 2023 !

« L'expérience de CHIRO-Burundi qui travaille avec les jeunes de la religion catholique nous amène à réfléchir.

Chez nous au Burkina, on travaille seulement avec des clubs de paix issus des établissements scolaires et universitaires. Partant de l'expérience des Grands Lacs, nous pouvons aussi travailler avec les jeunes des différentes confessions religieuses, en identifiant des groupes cibles dans les églises et mosquées. Un focus serait mis sur les jeunes et les femmes, des catégories souvent oubliées dans le processus de maintien et de consolidation de la paix », se résout Alice Soulama Midibahaye, coordonnatrice nationale africaine pour l'édification de la paix (WANEP-Burkina Faso).

Cependant, elle reconnaît que l'insécurité persistante et l'instabilité politique au Sahel limitent l'accès à certaines localités, et partant leur action. « Nous allons travailler sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Et puis, nous allons renforcer les capacités de lobbying des différents acteurs politiques pour consolider le cadre de dialogue inclusif », envisage-t-elle, pour relever ces défis.

Un apprentissage mutuel organisationnel

Les participants à l'atelier panafricain de Bujumbura ont été surtout impressionnés par les différentes et riches expériences qui se vivent au niveau des deux régions, ainsi que les leçons dont les régions peuvent mutuellement s'inspirer. Par exemple, le Sahel dispose d'outils de suivi assez développés, notamment celui de suivi des changements qui consiste à observer et documenter les changements induits par les actions. Cela peut aider le programme FeHoPaCo.

EIRENE Grands Lacs s'engage également à s'inspirer de l'expérience du Sahel dans le processus antiracisme. Ainsi, l'expertise du Sahel peut être mobilisée pour mieux

comprendre les concepts, les contextualiser et les refléter dans le processus engagé par EIRENE. Mais, on n'aura pas besoin de suivre le processus tel quel. Il s'agira seulement de comprendre les actions à mener avant de passer à l'étape suivante. Ici, la question qui reste posée est de savoir si les acquis de l'atelier ont été relayés aux bureaux/Comités exécutifs des OP et si les partenaires gardent l'engagement à respecter les normes et valeurs communes.

Depuis Kigali en 2016 où il était aussi modérateur d'un autre atelier du genre, Augustin Cissé dit noter des avancées remarquables. Ceci car, des deux côtés il y a une bonne compréhension des programmes avec une nette distinction entre activités et changements. « *Kigali avait permis la connaissance mutuelle entre les deux régions sans affiner l'échange sur le changement au niveau des produits et des groupes cibles. Les Organisations Partenaires sont comme la cuisine où se prépare un repas tandis que les groupes cibles sont comme ceux qui mangent ce repas. Le changement est à rechercher au niveau de ces groupes cibles* », explique le Consultant.

Aller au-delà des ateliers panafricains

Selon Boniface Cissé, Coordinateur d'EIRENE au Sahel, la structuration des deux programmes d'EIRENE est différente. Mais, il indique avoir beaucoup appris surtout au sujet de l'approche transfrontalière pour les volets ressources extractives (Rex), médias pour la paix et le théâtre participatif. De par le passé, l'expérience des Grands Lacs leur avait d'ailleurs entre autres permis de changer de stratégie Rex en intégrant l'or à la place de l'uranium. « *Nos collègues abordent des sujets sensibles comme les clivages ethniques et la sorcellerie. Et puis, pour la promotion de la paix, ils puisent dans la culture, surtout*

avec le théâtre participatif. Nous en tirerons le meilleur profit », explique-t-il.

Toutefois, il pense que l'échange ne devrait pas se limiter aux rencontres panafricaines. « *Ces rencontres se tiennent à deux ou trois ans d'intervalles. Pourquoi ne pas imaginer d'autres mécanismes pour un échange continu, par exemple des réunions virtuelles* », suggère-t-il.

Par une présentation virtuelle, Daniel Djédouboum du siège d'EIRENE en Allemagne a défini le partenariat qui lie EIRENE et ses partenaires comme un partage des mêmes préoccupations, des mêmes visions, mais aussi s'écouter et établir une collaboration inclusive. Il ne s'agit pas seulement de se limiter au financement ou à la mise en œuvre des projets et programmes, mais d'être soi-même, en tant que partenaire, ce changement que nous voulons par nos actions et notre engagement dans ce processus de paix.

Augustin Cissé note des similitudes entre les deux régions surtout avec la mise en place des dispositifs locaux de paix (clubs de paix, cadres de concertation, ...). Pour lui, l'apprentissage mutuel a aussi permis de renforcer la connaissance des approches qui sous-tendent les structures. Les régions étant à des paliers différents par rapport aux nouvelles thématiques comme l'intégration du genre et d'antiracisme, le transfert de compétences profitera aussi à tout le monde. Mais, il relève un défi majeur : « *C'est bien que les membres des structures se rencontrent et se renforcent mutuellement. Mais, les groupes cibles n'ont pas d'occasions d'échanger, alors que c'est eux qui portent le changement. Par exemple, il serait intéressant que les acteurs du théâtre participatif des Grands Lacs échangent avec ceux du Sahel* », suggère-t-il.

Jean-Claude Ndarama, Assistant de la Coordination d'EIRENE

Tao GoulahVairoukoye, Coordinateur d'EIRENE Grands Lacs

La « rencontre panafricaine »

En Afrique, EIRENE exécute deux programmes régionaux dans le cadre du Service Civil pour la Paix (SCP) dont un au Sahel depuis 2002 couvrant le Burkina Faso, le Mali et le Niger et l'autre dans les Grands Lacs depuis 2008 couvrant le Burundi et le Sud Kivu en République Démocratique du Congo.

Depuis 2008, tous les partenaires ainsi que les Assistants Techniques des projets des deux régions se rencontrent tous les deux ans pour des ateliers d'échange dénommés « Ateliers Panafricains ». Ces derniers s'inscrivent dans l'accompagnement sur la Planification - Monitoring - Evaluation (PME) et la gestion du savoir, non seulement pour des échanges entre EIRENE et ses partenaires, mais aussi pour la construction de vision commune pour la paix et le développement durable.

De 2008 à 2019, six autres rencontres ont eu lieu : à Bruxelles en 2008, à Grand Popo (Bénin) en 2009, à Bujumbura en 2011, à Ouagadougou en 2014, à Kigali en 2016 et à Ouagadougou en 2019. Ces rencontres ont permis d'aborder plusieurs thématiques comme la gestion axée sur les résultats, le concept de partenariat chez EIRENE, les synergies et les champs de coopération transrégionale, la jeunesse dans la région du Sahel et des Grands Lacs, les processus PME et capitalisation, le processus antiracisme dans les régions et au siège d'EIRENE ainsi que le travail de SCP-EIRENE dans les deux régions par rapport aux trois thématiques: Ressources Extractives « or », Education à la Paix et Médias pour la Paix. Une partie des engagements et recommandations issus de ses rencontres sont prises en compte dans le développement des stratégies d'intervention.

En plus, une rencontre thématique REX a eu lieu à Sikasso au Mali en 2016 sur le positionnement d'EIRENE et ses partenaires du Sahel et des Grands Lacs par rapport à une stratégie sur l'extraction de l'or. Une initiative de mise en place d'un projet à multiples acteurs sur l'exploitation équitable de l'or reste encore ouverte.

Caravane culturelle : un outil pour la cohésion sociale

Le mouvement CHIRO-Burundi a lancé le 31 août 2022 à Muyinga une caravane culturelle pour la paix qui se clôturera en 2023. Ce grand événement de convergence et de rassemblement, le deuxième après celui de 2010 est une invitation à un changement holistique de mentalités en faveur de la paix. L'évêque de Muyinga en a profité pour appeler les CHIRO à consolider leur unité et à cultiver le pardon et la réconciliation.



Médiatrice Irakoze (1ère à droite) pendant la marche sur échasse

Médiatrice Irakoze est une fille qui performe la danse « Ikidagazo » (marche sur échasses) au sein d'un groupe d'animation CHIRO de la Région Pastorale de Rushubi, dans l'Archidiocèse de Bujumbura. Elle a choisi de s'engager pour la paix et la cohésion sociale à travers l'art et la culture. « Outre que les activités culturelles détendent les acteurs et le public », explique Médiatrice Irakoze, « elles constituent un cadre de rencontre de différentes générations et par conséquent de cohésion de groupes différents autour d'un intérêt partagé. Elles transmettent des messages de paix et de développement qui contribuent aussi à la cohésion sociale ».

Même si elle est la seule fille de l'équipe de danseurs d'Ikidagazo, le fait d'être minoritaire dans ce groupe ne la préoccupe pas. « Je suis passionnée par cette danse. Je m'y suis engagée parce que je me suis dit que je devais y arriver au bout d'une période d'entraînement. Et j'y suis arrivée, grâce aux encouragements de mes coéquipiers et de mes parents. Aujourd'hui, danser là au milieu des garçons, c'est une fierté pour moi. Et quand je danse, je le fais au nom des filles et femmes. C'est la preuve qu'elles sont aussi capables que les garçons », explique Médiatrice Irakoze. « Et le fait qu'une fille puisse faire la danse Ikidagazo est un signe que le changement de mentalités est possible ».

», ajoute-t-elle. Aujourd'hui, les parents et les voisins de Médiatrice sont très contents de son talent. Parfois, ce sont eux qui lui rappellent que c'est le jour de la répétition et veillent à ce qu'elle ne soit pas en retard.

Consolider l'unité et la cohésion internes

S'appuyant sur les lectures de la Bible prévues pour ce jour du 31 août (1 Corinthiens, 11-13), qui parlent des disputes qui s'étaient installées entre les fidèles, les uns se réclamant de l'évangéliste Appollos, les autres de Cephas, alors qu'ils servaient tous le même Dieu, l'évêque de Muyinga, Monseigneur Joachim Ntahondereye a exhorté les CHIRO en général et les participants à cette caravane culturelle en particulier à se défaire des divisions.

Monseigneur Ntahondereye les a encouragés à se retenir, à lutter contre toute forme de division en vue de disséminer le message de Jésus Christ. « *Cela nous exige de commencer chez nous à l'interne : luttons contre la division, adoptons la démarche de pardon et de réconciliation* », a-t-il souligné.

Les danses et les chants de la caravane culturelle constituent de doux canaux pour faire passer des messages de paix, selon Mademoiselle Irakoze. « *C'est cela qui a poussé un bon nombre de jeunes de mon voisinage à apprendre à jouer à la guitare et autres instruments musicaux* », souligne-t-elle, lançant un appel à la jeunesse pour quelle s'intéresse aux activités culturelles comme l'art, la danse et le chant, indépendamment de leur sexe.

Au-delà du fait que la caravane est un cadre d'expression, renchérit Sadock Ngendakumana, dirigeant diocésain CHIRO à Rutana, « *c'est aussi une occasion d'expression des talents et de consolidation des relations entre le mouvement CHIRO, l'Eglise catholique et les pouvoirs publics* ».

Des barrières culturelles

Médiatrice Irakoze et tous ceux qui se sont exprimés lors du lancement de la caravane culturelle de CHIRO-Bu-



Groupe de musique lors de la caravane culturelle

rundi prônent le changement de mentalités en faveur de la paix. Mais, il arrive que la volonté de changer butte sur des interdits culturels. C'est le cas des tambours, selon la dirigeante diocésaine de Ngozi, Claudine Irakoze. Pour elle, c'est un moyen d'expression efficace.

Elle déplore toutefois le fait qu'il soit interdit aux femmes de battre cet instrument. « *Il y a quand même des barrières liées à la culture en ce qui concerne les tambours : dans la culture burundaise, il est interdit que les femmes dansent ou battent le tambour. Si tu es une femme, tu ne peux qu'assister et admirer quand vient le moment des tambours* ». Elle invite les femmes à plaider pour l'élimination de cet interdit qu'elle perçoit comme une discrimination.

Clotilde NYANDWI, chargée de projet « Amahoro II »

Georges Flora Ngoumou Mveng, Assistante Technique de Paix d'EIRENE-CHIRO-Burundi

La caravane culturelle

La « caravane culturelle » est une approche exploitée par CHIRO-Burundi depuis 2010. Elle vise avant tout à galvaniser les membres ayant des appartenances ethniques et politiques différentes, autour des valeurs humaines et chrétiennes. Ainsi, le rassemblement des jeunes issus des 08 Diocèses Catholiques autour des activités sportives et culturelles (avec des variantes régionales) permet de valoriser leurs talents et de consolider la cohésion sociale. Les autres jeunes qui viennent assister aux activités y trouvent des modèles vivants pour la cohabitation pacifique.

Au Burundi, les jeunes représentent plus de 60% de la population. Durant les conflits politiques, ils sont souvent manipulés ou instrumentalisés et versent dans la violence. Ainsi, ils deviennent acteurs, victimes ou témoins des pires violations des droits humains. Or, l'essentiel des membres du Mouvement d'Action Catholique CHIRO-Burundi sont jeunes. C'est pourquoi, ces derniers sont mis à contribution pour la réduction de la violence communautaire ainsi que la consolidation des valeurs culturelles de paix et d'unité.

Durant la campagne culturelle en cours, plusieurs activités sportives et culturelles sont organisées par les Diocèses qui entreront en compétition. A sa clôture en août 2023, les meilleurs numéros seront primés.

Des élèves engagés dans la réduction des conflits en milieu scolaire

Le projet « Tuvumiliane (Tolérons-nous les uns les autres) » mis en œuvre par l'organisation « Femmes Artisanes de la Paix (FAP) » en partenariat avec EIRENE Grands Lacs collabore avec 03 écoles secondaires du Territoire d'Uvira au Sud-Kivu (RD Congo) pour l'éducation à la paix. Cette collaboration a pour but de renforcer les actions de cohésion sociale et de transformation non-violente des conflits au sein des établissements scolaires en particulier et des communautés en général.



Réunion du Cours Scolaire de Paix (CSP) de l'institut Shata

Depuis juin 2022, trois cours scolaires de paix (CSP) ont été mis en place par le projet « Tuvumiliane » dans le Territoire d'Uvira. Les membres de ces structures locales de gestion des conflits sont des élèves élus par leurs pairs lors des assemblées scolaires de paix tenues en juin 2022 au sein de leurs écoles respectives. Chaque CSP est composé de 08 élèves membres (04 filles et 04 garçons) sous l'encadrement d'un enseignant désigné par le chef d'établissement scolaire.

Un outil de résolution des conflits

Depuis la rentrée scolaire en septembre 2022, 11 cas des conflits dont 02 avec violence physique ont été traités par les trois cours scolaires de paix accompagnés par le projet « Tuvumiliane ». Francine Nyumbayalo, élève en 1ère Humanités Pédagogiques à l'institut Shata s'est exprimée à l'issue d'une réunion de médiation convoquée par le CSP de son école : « J'étais en conflit avec ma camarade de classe Regina Furaha, parce qu'elle avait battu ma petite sœur à la rivière. Je m'étais sentie offensée et dès ce jour-là, il

y avait plus de communication entre nous, on se regardait en chiens de faïence jusqu'à en venir aux mains. C'est alors que notre condisciple Olivier Waziri nous a amenées au CSP. Nous avons fait la paix avec elle », souligne-t-elle.

« Je suis satisfaite de la conclusion du Cours Scolaire de Paix. Pour moi, c'est la toute première fois que j'ai été écoutée et je suis très contente de voir mes camarades être impliqués dans la médiation au sein de notre école. Auparavant, notre cas devrait être entendu et puni par la direction de discipline et la punition pouvait même renforcer notre conflit. Mais, avec cette médiation, tout est fini. Je suis vraiment contente », se réjouit aussi Regina Furaha.

Une implication renforcée et soutenue

La prise de conscience pour travailler ensemble et adopter des attitudes et comportements pour prévenir la violence et abus en milieux scolaires est accueillie favorablement par les organes scolaires (Préfecture, Direction de Discipline, Comité des Elèves). « L'école organise des

réunions du conseil de discipline inclusives. Les chefs de classe, le président du comité des élèves et deux membres du CSP sont invités et y participent pour que leurs préoccupations soient exprimées et que des solutions soient trouvées. Quant au CSP, il mérite notre soutien étant donné qu'il supplée l'action de la direction de discipline et contribue à la promotion de la paix à l'école et dans le village » explique Kigabi Mutumishi, directeur de discipline de l'institut Shata.

Quant au président du comité des élèves de l'institut Kigongo, il ap-

pelle les élèves à travailler ensemble avec son comité. « Nous devons travailler ensemble avec les autorités scolaires pour bâtir la paix. Il nous faut dénoncer les cas de violence et abus qui se commettent et continuer la sensibilisation », s'engage-t-il.

Des défis et des perspectives

L'implication des élèves dans la réduction des conflits en milieux scolaires ne manque pas des difficultés. Francine Iragi du CLP Shata note que le grand défi consiste à créer un climat de confiance entre le CSP,

les enseignants et les élèves. « J'ai noté que l'acceptation du CSP se perçoit différemment chez certains élèves et chez les enseignants. L'enseignant en conflit avec l'élève nous reçoit parfois avec méfiance. Ce qui nous oblige à référer ce cas à la préfecture et d'organiser un cadre d'échanges avec eux pour expliquer la mission de la structure en milieux scolaires », regrette Olivier Waziri du CSP Shata.

Maluxe Malumbe Mwangwa, Chef des programmes de FAP

Dorcas Salima Kabasha, Coordinatrice de FAP



Assemblée Scolaire de Paix à l'institut Katongo

Le « Cours Scolaire de Paix »

Le Cours Scolaire de Paix (CSP) est une structure locale des jeunes élèves épris de paix créée dans une école à l'issue de l'Assemblée Scolaire de Paix tenue dans le cadre du projet « Tuvumiliane » mis en œuvre par l'organisation « Femmes Artisanes de la Paix (FAP) » en partenariat avec EIRENE Grands Lacs.

Le CSP a pour but de prévenir et de réduire les violences et abus commis au sein de l'école et en dehors de celle-ci à travers les activités parascolaires de sensibilisation, de conscientisation et d'éducation à la paix. Le CSP fait aussi la transformation non-violente des conflits par la médiation ainsi que le plaidoyer en faveur de la paix et la cohésion sociale auprès des autorités scolaires, locales et les parents d'élèves.

Chaque Cours Scolaire de Paix est composé de 08 élèves membres provenant des classes d'enseignement de base (7ème et 8ème années) et des humanités (1ère et 2ème années) avec 04 filles et 04 garçons élus dans chaque école. Les réunions de pilotage du CSP se tiennent deux fois par mois sous la direction d'un(e) modérateur (trice) assisté(e) par un secrétaire et sous la facilitation d'un enseignant encadreur désigné par le chef d'établissement scolaire. Les réunions de médiation sur des conflits peuvent également se tenir autant de fois que de besoin.

Difficile réintégration des rapatriés à Makamba et Kirundo

Maisons détruites suite aux intempéries, propriétés foncières occupées, violences domestiques, discrimination, ... : les rapatriés burundais qui regagnent la terre natale surtout depuis 2020 se retrouvent face à de multiples défis. Des acteurs les aident à se réinsérer dans la nouvelle vie, avec des résultats mitigés. Pour cerner la problématique et aider à trouver la « thérapie » appropriée, la Maison de la Presse et l'Association burundaise des Femmes Journalistes ont organisé 02 débats publics radio à Makamba et à Kirundo, fin 2022 dans le cadre du projet « Médias, Paix et Genre (MPG) ».



Lors du débat de Makamba

Emelyste Uwayisavye, rapatriée de Kirundo est en union libre avec un homme qui la violence depuis plus d'une année. « Quand nous étions encore au camp de réfugiés de Mahama au Rwanda, on vivait en harmonie. Mais, depuis que nous sommes rapatriés, il me frappe presque tous les soirs et essaie même de m'égorger. Et quand je lui demande pourquoi il devient si violent, il me rétorque qu'il est chez lui et non au Rwanda où il est interdit de battre sa femme », témoigne-t-elle, avec amertume.

Jeannine Nsabimana s'est rapatriée en 2020 avec 02 enfants nés pendant son exil et dont elle dit ignorer le père. Ce qui n'a pas plu à ses frères restés au pays. « Après avoir épuisé mon paquet-retour, ils m'ont frappée et chassée de la famille. L'Administrateur Communal m'a demandé de saisir la justice. Mais, ma misère ne m'a pas permis de poursuivre le procès. Pour manger, nous comptons sur la charité des amis », dit-elle. En plus, elle ne parvient pas à trouver les attestations d'acte de naissance pour ses enfants. Le témoignage de Jeannine Nsabimana suscite une vive émotion parmi les invités au débat de Kirundo. « Le

Gouvernement a instruit que chaque rapatrié regagne sa propriété foncière. Mais, Jeannine est en l'air. C'est grave, surtout en cette période de pauvreté et de cherté de la vie », résume une participante.

Pour certains rapatriés, trouver à manger relève parfois du parcours du combattant. « Si j'avais su, je serais resté là-bas (en Tanzanie) car, au moins, nous pouvions trouver à manger. Ici, on doit sillonner des maisons pour trouver à manger. Ça fait plus d'une année que je cherche à réintégrer la Fonction Publique, sans succès et malgré les promesses », regrette Gad Harimenshi, rapatrié de Makamba.

Ce contexte peu reluisant pousse certains enfants rapatriés à abandonner l'école. Ainsi, la seule province de Kirundo enregistre des centaines d'écoliers rapatriés ayant abandonné l'école pour la seule année scolaire 2021-2022. Habités au système anglophone en exil, ils ont du mal à suivre un enseignement francophone au Burundi. Parfois, ces enfants doivent reculer de 2 à 3 classes.

Avec la crise politique et électorale de 2015, presque 400.000 Burundais avaient fui le pays pour se réfugier dans les pays voisins (Rwanda, Tanzanie, RD Congo et Ouganda). Près de 36% d'entre eux se sont déjà rapatriés. Mais leur réintégration connaît souvent des défis, malgré les efforts consentis par le Gouvernement, surtout après les élections de 2020.

Une nouvelle vie

Lors du débat public de Makamba, un rapatrié indique s'être établi au Chef-lieu de cette province, depuis qu'il est rentré au pays natal en 2020. Avec sa femme et ses 02 enfants nés en exil en Tanzanie, il n'a pas regagné sa province natale de Bubanza. « Nous sommes à 08 frères et la propriété foncière familiale ne pouvait pas nous suffire. J'ai préféré venir ici pour exercer de petits travaux. Mais, je ne parviens même pas à payer le loyer », déplore-t-il.

Il arrive que les maisons des rapatriés soient détruites suite aux intempéries, leurs terres occupées par les leurs ou qu'ils subissent la discrimination. « Parfois, même le paquet-retour accordé aux rapatriés fait des jaloux parmi les résidents qui les considèrent comme des enfants gâtés », ajoute Godeliève Manirakiza, Présidente de l'Association des Femmes Rapatriées du Burundi (AFRABU) et panéliste lors du débat de Makamba. « Les résidents devraient aider les rapatriés à réhabiliter leurs maisons et à se réintégrer dans la communauté. Quant aux anciens fonctionnaires de l'Etat, leur droit à regagner le travail doit être respecté. Mais, il faut une loi additionnelle qui organise leur départ à la retraite pour prendre en compte les années non prestées suite à l'exil », suggère-t-elle.

Parfois, le rapatriement s'accompagne de la dislocation des familles, quand par exemple l'un des époux préfère rester en exil. Et ceux qui rentrent se retrouvent dans la précarité. C'est pourquoi, l'administration locale leur demande d'adhérer aux coopératives et s'adonner aux petites activités génératrices de revenus.



Gad Harimenshi lors du débat de Makamba

« Avant de s'exiler, certains rapatriés avaient tout vendu, y compris leurs propriétés foncières. De retour, ils ont tendance à s'installer au centre urbain de Kirundo où ils vivent dans la misère, incapables même de payer leurs loyers. Certaines jeunes femmes viennent avec des enfants sans les pères de ces derniers », déplore Gérard Niyoyitungiye, chef de quartiers Munanira I et II à Kirundo. Pour lui, la communauté doit les aider, dans tous les cas.

Les accompagner de bout en bout...

D'après Jean Baptiste Kwizera, Conseiller du Gouverneur de Kirundo, la plupart des radios écoutées dans les pays limitrophes d'exil diffusent des informations incendiaires, sans aucune concordance avec la réalité de terrain. « Il faut organiser des synergies des médias entre les radios du Burundi et celles des pays ayant accueilli des réfugiés », recommande-t-il.

Quant à Spès Caritas Havyarimana, leader communautaire de Kirundo, elle réclame des signaux positifs susceptibles d'encourager les compatriotes encore en exil à regagner la terre natale. « Par exemple, il faut éviter que certains soient portés disparus ou transitent au cachot avant de regagner leurs familles. Nous devons également rester solidaires avec les filles qui reviennent avec des enfants nés en exil. Elles ont droit à la dignité ! », exige-t-elle.

D'autres invités aux débats de Makamba et de Kirundo appellent le Gouvernement du Burundi et ses partenaires du rapatriement à organiser plusieurs visites de sensibilisation dans les camps de réfugiés et à accompagner les rapatriés dans leur intégration notamment familiale, sociale et professionnelle.

Plusieurs acteurs se mobilisent pour la réintégration des rapatriés surtout de 2015. Mais, le chemin est encore long à faire pour leur garantir une vie décente !

Agathonique Barakukuza, Chargée de Projet MPG /AFJO

Anaclet Hakizimana, Chargé de Projet MPG /MDP

Claus Schrowange, Assistant Technique de Paix d'EIRENE-MDP-AFJO

Une structure locale pour aider les victimes de l'exploitation minière

L'Association pour la Défense des Droits des Victimes des Actions des Entreprises Minières (ADVEM) est une structure du projet « Madini Kwa Umoja na Amani (l'exploitation minière pour l'unité et la paix) », initiée par les communautés. Depuis quelques temps, elle aide les victimes de l'exploitation minière de Kitutu, (Territoire de Mwenga, Sud-Kivu, RD Congo) à connaître la loi minière afin de revendiquer leurs droits lors des négociations avec des projets et entreprises minières.



Site d'exploitation minière dans la chefferie de Wamuzimu

Le « Bureau d'Etude Scientifique et Technique (BEST) » qui met en œuvre le projet « Madini Kwa umoja na Amani », en partenariat avec EIRENE Grands Lacs développe une nouvelle approche. D'une part, cette dernière consiste à aider les communautés à s'organiser en association des victimes de l'exploitation minière. D'autre part, elle soutient les cadres de dialogue à transférer aux communautés locales les connaissances. C'est à travers des cadres de dialogue et de paix ayant pour rôle la conscientisation pour promouvoir les valeurs de paix et contribuer à l'émergence et à la consolidation des modes de revendications pacifiques.

BEST transfère aux communautés locales les connaissances de base sur la loi minière pour leur permettre d'asseoir leurs revendications sur des bases légales. Ainsi,

les personnes touchées par l'injustice connaissent mieux la loi et peuvent revendiquer leurs droits.

Selon le Père David Marcheselli de la Paroisse Catholique de Kitutu, cette approche est venue à point nommé car, durant des décennies, l'exploitation illicite des minerais avait conduit à de pires violations des droits humains, à la prolifération des groupes armés et à une misère indescriptible. « Il y a absence totale des infrastructures et de projets de développement. La population se voit expropriée de ses champs de palmiers, de bananiers, d'arbres fruitiers, bref de ses moyens de subsistance, et sans la moindre indemnisation. D'où un sentiment de révolte dans une zone qui a connu des groupes armés et autres rebellions sanglantes », rappelle le prêtre.

C'est pourquoi, il entend appuyer l'action de l'ADVEM en mobilisant les fidèles depuis l'Italie (son pays) et les autres responsables de son église pour que cette population recouvre pleinement ses droits.

Dialoguer pour prévenir la violence

Mis en œuvre dans le cadre du programme régional « *Les Femmes et les Hommes ensemble organisés et engagés pour la Paix juste dans leurs Communautés (FeHoPaCo)* » d'EIRENE GL, le projet initie également des cadres de dialogue entre les victimes de l'exploitation minière, exploitants chinois et les autorités locales. L'objectif visé

est de faire connaître et satisfaire les revendications légitimes des communautés défavorisées. Pour Christian Longangi, Chef de la Chefferie de Wamuzimu, l'exploitation de l'or doit profiter à tout le monde, pour anticiper sur la résurgence des violences. Il souhaite en outre que les femmes victimes aient un rôle clé à jouer, pour porter le message de plaider pour une exploitation minière porteuse de développement communautaire.

Ainsi, BEST participe au dialogue sur les défis liés à l'exploitation minière et encourage les victimes à collecter les preuves des violations de leurs droits et les exposer lors

des discussions avec les opérateurs miniers et les pouvoirs publics.

Bien évidemment, les résultats de l'Association pour la Défense des Droits des Victimes des Actions des Entreprises Minières (ADVEM) ne sont pas encore au rendez-vous. Mais, les populations affectées par les activités illicites des groupes chinois à Kitutu savent formuler leurs revendications et où les acheminer.

BEST compte bientôt apporter son soutien aux communautés concernées dans l'évaluation des préjudices causés par ces activités minières illicites, fournir toutes les informations aux experts et surtout au collectif d'avocats qui accompagnent cette communauté. Il demande aussi l'appui du Gouvernement pour réussir cette mission. « *Toutes les victimes sont appelées à nous soutenir. Quant à l'Etat congolais, il devrait nous aider à plaider en faveur des victimes dont les droits sont violés* », réclame Félicien Myaka, président de l'ADVEM. Pour lui, le rapport d'évaluation de l'état des violations des droits par les experts fera l'objet de dialogue. « *Où alors, le collectif d'avocats introduira des actions en justice,* » menace-t-il.

Pour Patient Lwango, Professeur à l'Université Officielle de Bukavu, avec l'ADVEM, les communautés affectées par les projets miniers ont désormais un bon cadre de négociations avec les exploitants miniers qui les écrasent souvent de leur poids.

Marline Babwine, cheffe des programmes/BEST

Philippe Ruvunangiza, Directeur de BEST



Manifestation du cadre de dialogue pour la paix contre l'exploitation minière dans la chefferie de Wamuzimu

Une exploitation minière illicite

L'exploitation minière industrielle a débuté dans l'ancien Kivu en 1923 par différentes entreprises belges. Après l'indépendance, l'activité minière industrielle dans la région a connu une baisse de rentabilité. En 1976, la SOMINKI (Société Minière et Industrielle du Kivu), société mixte avec une participation de 28% de l'Etat congolais, fut créée, disposant de 47 concessions couvrant près de 1.000.000 km², dont 6 où elle exploitait de l'or : 03 à Kamituga et les 3 autres à Lugushwa, Namoya, Twangiza.

Le marasme économique des années 1980 entraîna un effondrement des cours de l'étain et obligea la SOMINKI à fermer la plupart de ses exploitations, en dehors du secteur aurifère qui restait rentable. En 1996, la multinationale canadienne BANRO racheta la totalité des parts détenues par l'actionnariat privé belge de la SOMINKI (soit 72% de la société).

Depuis 2018, au Sud-Kivu, les territoires de Mwenga et de Shabunda, connaissent une exploitation minière illégale et illicite : des groupes chinois y sont installés, utilisant des méthodes semi-industrielles basées sur des relations inter et intra sociétés (Kamituga Mining - ORC) et coopératives minières (Lugushwa Mining - Mungu ni Jibu - NCM, CBM - COMIBI et Lutonde, Groupe Cristal Service - Lutonde, Yellow Water Ressources - COMILU, BM Global). Il s'observe une opacité et un flou entretenu au vu du laxisme des certains acteurs gouvernementaux. Cette exploitation s'exerce dans les localités de Sugulu, Kaboge, Mitobo, Bakongo, Mbelekelo, Kitutu dans le territoire de Mwenga en Chefferie de Wamuzimu où ils se sont érigés principalement sur les périmètres de la société multinationale canadienne Banro.

Des associations qui maîtrisent les plans d'affaire !

Grâce au projet Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR), les responsables des associations bénéficiaires du projet améliorent leurs plans d'affaire. Cela les aidera à mieux planifier pour avoir plus de profit. Ce qui pourra améliorer les conditions de vie des bénéficiaires. Mais, en dépit de la nouvelle dynamique, il subsiste des défis !



Un bénéficiaire de l'association «Kerebuka-CHIRO» dans sa porcherie

Les bénéficiaires du projet FAIR vont désormais utiliser des plans d'affaires déjà élaborés. Ce qui va sensiblement augmenter les revenus des bénéficiaires. « Quand tu travailles sans planification, c'est difficile d'atteindre les objectifs. Par contre, un bon plan d'affaires permet de générer le profit, tout en offrant la possibilité de chercher d'autres partenaires financiers qui peuvent être convaincus de ton micro-projet : que ce soient les institutions de micro-finances ou les banques », se réjouit Téléphore Ndayishimiye, point focal du comité de pilotage du projet FAIR. « Avec ces plans d'affaires, les associations partenaires pourront évaluer leurs micro-projets et mesurer leur rentabilité. Elles pourront aussi prendre des décisions appropriées, au moment opportun quand elles

verront que les choses ne marchent plus bien », ajoute-t-il.

« Au niveau des plans d'affaires individuels, la nouvelle approche réduit les risques d'échec car tout ce qu'il faut réaliser est clairement écrit dans les micro-projets. Et si d'aventure on constate qu'on n'est pas dans la bonne voie, il faudra modifier la budgétisation. D'ores et déjà, les membres des associations ont un guide d'exécution et grâce à ce dernier, ils vont avoir beaucoup de bénéfices » indique Révérend Jean Berchmans Ndayishimiye, point focal technicien de l'Eglise Anglicane du Burundi, diocèse de Gitega (EAB – Diocèse de Gitega).

Au terme de deux ans et demi d'essai, le projet FAIR conjointement mis en œuvre par EIRENE Grands Lacs

et Pain pour Le Monde (PPLM) avec 04 organisations partenaires locales a lancé en 2021 sa première phase de 03 ans. Ces partenaires exécutent des micro-projets qui génèrent du profit et transfèrent les compétences à 24 de leurs associations membres, avec pour objectif de lier les actions de paix à celles de développement.

Une feuille de route pour les associations !

David Nimirije, point focal technicien du partenaire AICNDH (Alliance des Imams du Corridor Nord pour le Développement Communautaire) trouve la nouvelle dynamique bien prometteuse. « *Avant, les membres des associations faisaient des états de besoins ainsi que leur budgétisation comme ils l'entendaient, en se référant aux besoins du moment. Maintenant, ils ont une ligne directrice qui leur montre quoi faire, quand le faire et quel montant presque exact sera utilisé. Ainsi, ils ont au préalable une idée du bénéfice net approximatif. Quant aux activités, elles s'exécutaient spontanément mais, actuellement, elles sont planifiées annuellement* », explique-t-il. Et l'évaluation doit faire le point sur la concordance entre les revenus générés et ceux planifiés et montrer si les activités planifiées ont été exécutées comme prévu ou pas.

Selon Angélique Uwingabire, point focal technicien de l'Organisation de Développement de l'Archidiocèse de Gitega-Caritas (ODAG-Caritas), dans cette phase du projet, il y a une forte probabilité d'avoir plus de bénéficiaires. « *Les plans d'affaires ont été élaborés en fonction des prix réels, dans la section de la budgétisation. Les membres des associations n'exécutent plus les activités comme bon leur semble* », fait-elle remarquer.

Certains responsables des associations confirment l'importance de maîtriser les plans d'affaires. C'est le cas de Farouck Ndayisaba, président de l'Association des Jeunes Musulmans pour le Développement du Burundi (AJMDB), membre de l'organisation partenaire AICNDH. « *Avant, même si l'association a eu des bénéfices, nous ne savions pas à l'avance ce que nous allions recevoir après un délai d'une année d'exécution du micro-projet. Main-*

tenant, nous avons déjà une idée du montant minimal comme bénéficiaire après une année pour que les membres puissent diversifier les revenus », dit-il. De même, Thaddée Ndikumana, président de l'association « Ntimugatinye », membre de l'organisation partenaire ODAG-Caritas trouve professionnel de travailler sur tout ce qui est planifié. « *Avant, on faisait l'état des besoins sans aucun document pour nous guider* », se souvient-il.

L'administration à la base est confiante

Des chefs collinaires notent une valeur ajoutée du projet FAIR. C'est le cas de Souavis Niyonkuru, cheffe sous-colline Gakoki, colline Gasunu de la commune Giheta. « *Les membres de l'association de l'Eglise Anglicane travaillent chaque mardi et parfois les jeudis et cela depuis la saison culturale écoulée. C'est pourquoi, ils ont les meilleurs champs de maïs* », explique-t-elle.

Pour Frédiane Ngendakumana, cheffe de colline Gasunu en Commune Giheta, même la pauvreté parmi les membres est en baisse, tout comme les conflits qui vont avec, grâce au microprojet de l'association Rukundo de l'Eglise Anglicane. « *Ils ont de plus en plus à manger, de quoi s'habiller et élèvent des chèvres et des porcs. Les violences domestiques sont également en baisse, tout comme les cas de vol* », se réjouit-elle. « *Avec l'augmentation des revenus dans leurs ménages, je reçois moins de plaintes et ma colline devient de plus en plus stable* » ajoute Frédiane Ngendakumana.

Mais, tout n'est pas rose. Télesphore Ndayishimiye relève certains défis du projet FAIR : « *Le capital pour les microprojets reste insuffisant. C'est une couverture trop réduite alors que les besoins des membres sont énormes. Nous sommes limités par le budget pour satisfaire nos membres* », avoue-t-il.

Live Irakoze, chargée du suivi et accompagnement au projet FAIR

Abraham Shemezimana, Chargé de projet FAIR

Les membres de l'association « Giringoga » dans leur champ





Nos films documentaires sur YouTube :

Les Batwa, les oubliés chez eux

Misisi – Quand l'or fait des misérables (Français, Anglais et Allemand)

EIRENE : Service Civil pour la Paix dans la région des Grands Lacs

L'or et la misère – La lutte d'ONGP pour la justice

Construisons ensemble – Solidarité de Volontaires pour l'Humanité

CHIRO-Burundi – Ensemble pour la paix et le développement